

FRANCE INVEST À STRASBOURG

Le capital-investissement en région Grand Est

Strasbourg – Lundi 28 avril 2025



STRASBOURG



Chiffres clés

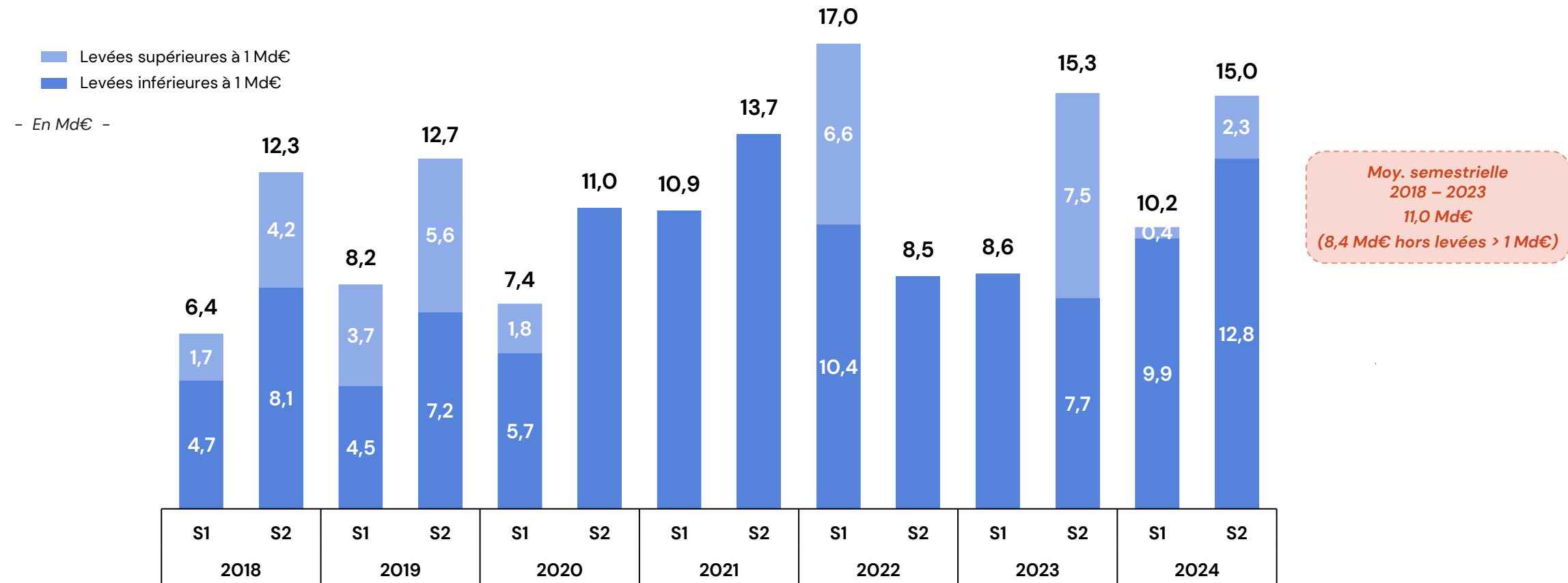
du capital-investissement
français





Evolution des levées de capitaux par semestre

À l’instar des années passées (sauf en 2022), le second semestre a été plus actif que le premier en 2024

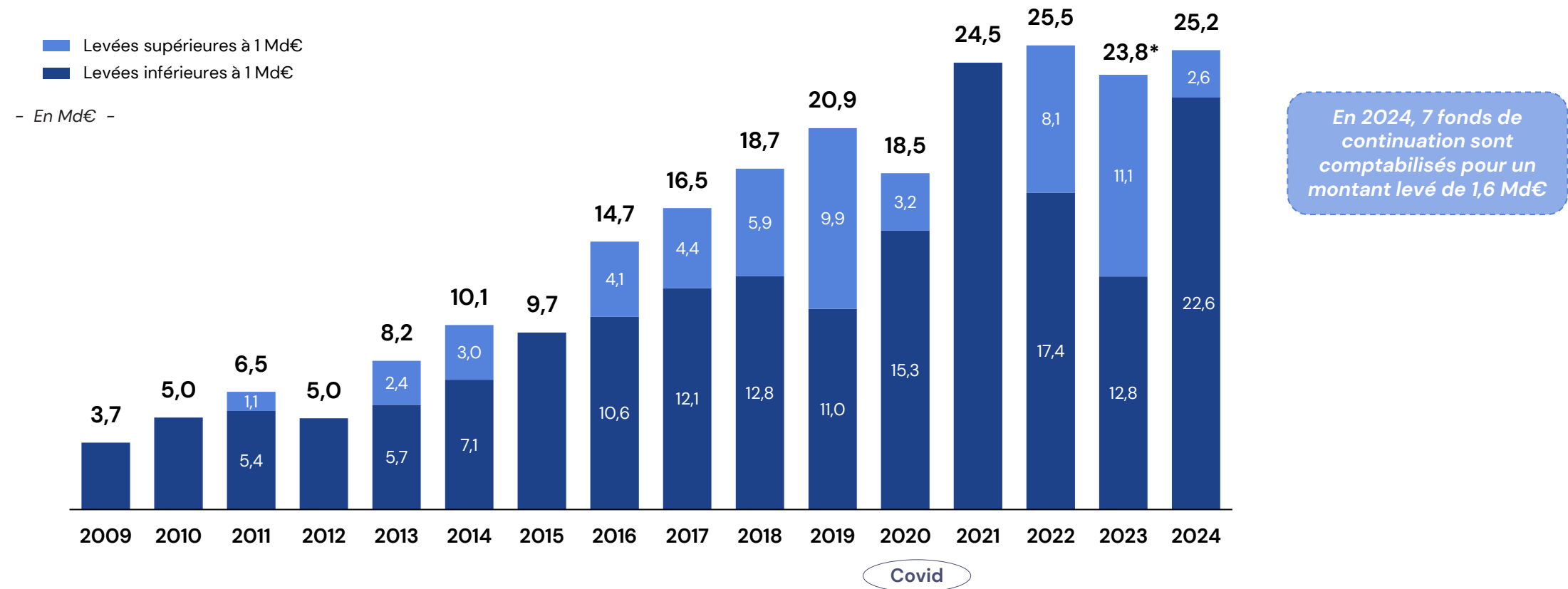


Les levées correspondent aux montants levés par un véhicule pendant l’année.
Le montant des levées du 2^e semestre 2023 est différent du chiffre publié en mars 2024 du fait du rajout d’une levée de taille importante qui n’avait pas été communiquée au semestre précédent



Evolution des levées de capitaux par année

Dans un contexte économique toujours compliqué, les levées de capitaux progressent.



Les levées correspondent aux montants levés par un véhicule pendant l'année ou le semestre.

Le montant des levées de 2023 est différent du chiffre publié en mars 2024 du fait du rajout d'une levée de taille importante qui n'avait pas été communiquée au semestre précédent



Répartition des levées par souscripteurs

Les engagements des investisseurs institutionnels reprennent en 2024, signe de la confiance renouvelée à la classe d'actif. Bien que les allocations des personnes physiques et les *family offices* enregistrent un recul de 15 %, ils restent toutefois la 2^e catégorie de souscripteurs et concentrent 17 % des engagements.

TOTAL CAPITAL-INVESTISSEMENT		MONTANTS LEVÉS *			VARIATION 2024 VS 2023	POIDS MOYEN EUROPÉEN 2018-2023
		EN M€ - EN %	France	Étranger		
		25 229 M€				
FONDS DE FONDS – AUTRES GESTIONNAIRES D'ACTIFS		7 028 M€ (28 %)			+ 4 %	19 %
PERSONNES PHYSIQUES – FAMILY OFFICES		4 413 M€ (17 %)			- 15 %	14 %
COMPAGNIES D'ASSURANCE – MUTUELLES		3 136 M€ (12 %)			+ 9 %	10 %
BANQUES		2 819 M€ (11 %)			+ 56 %	5 %
SECTEUR PUBLIC		2 502 M€ (10 %)			+ 23 %	7 %
INDUSTRIELS		2 419 M€ (10 %)			+ 93 %	4 %
CAISSES DE RETRAITE – FONDS DE PENSION		1 668 M€ (7 %)			- 24 %	26 %
FONDS SOUVERAINS		977 M€ (4 %)			- 30 %	11 %

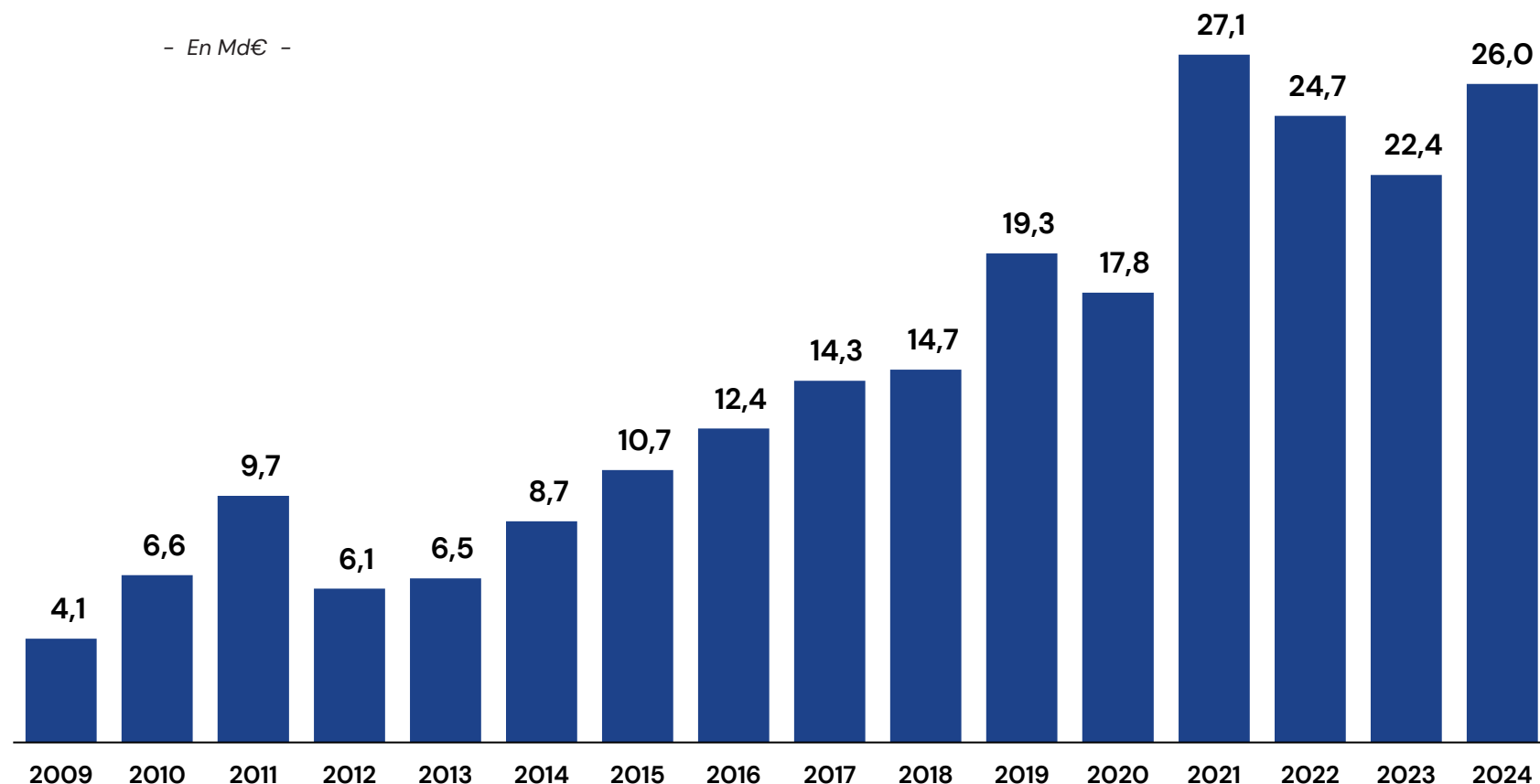
Voir page suivante pour plus
de détail sur les levées
auprès des particuliers

* Ne sont pas représentées les levées auprès de la catégorie « Autres » (267 M€).
Les levées correspondent aux montants levés par un véhicule pendant l'année ou le semestre.

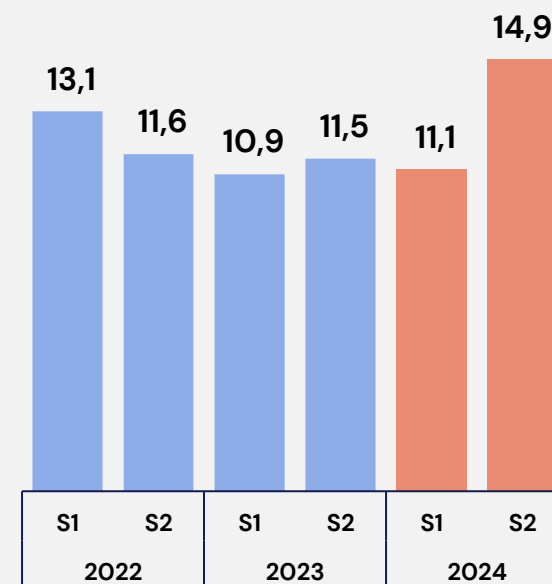


Évolution des investissements en montants par année

En lien avec la reprise des tickets d'investissements supérieurs à 100 M€, les montants investis progressent en 2024.



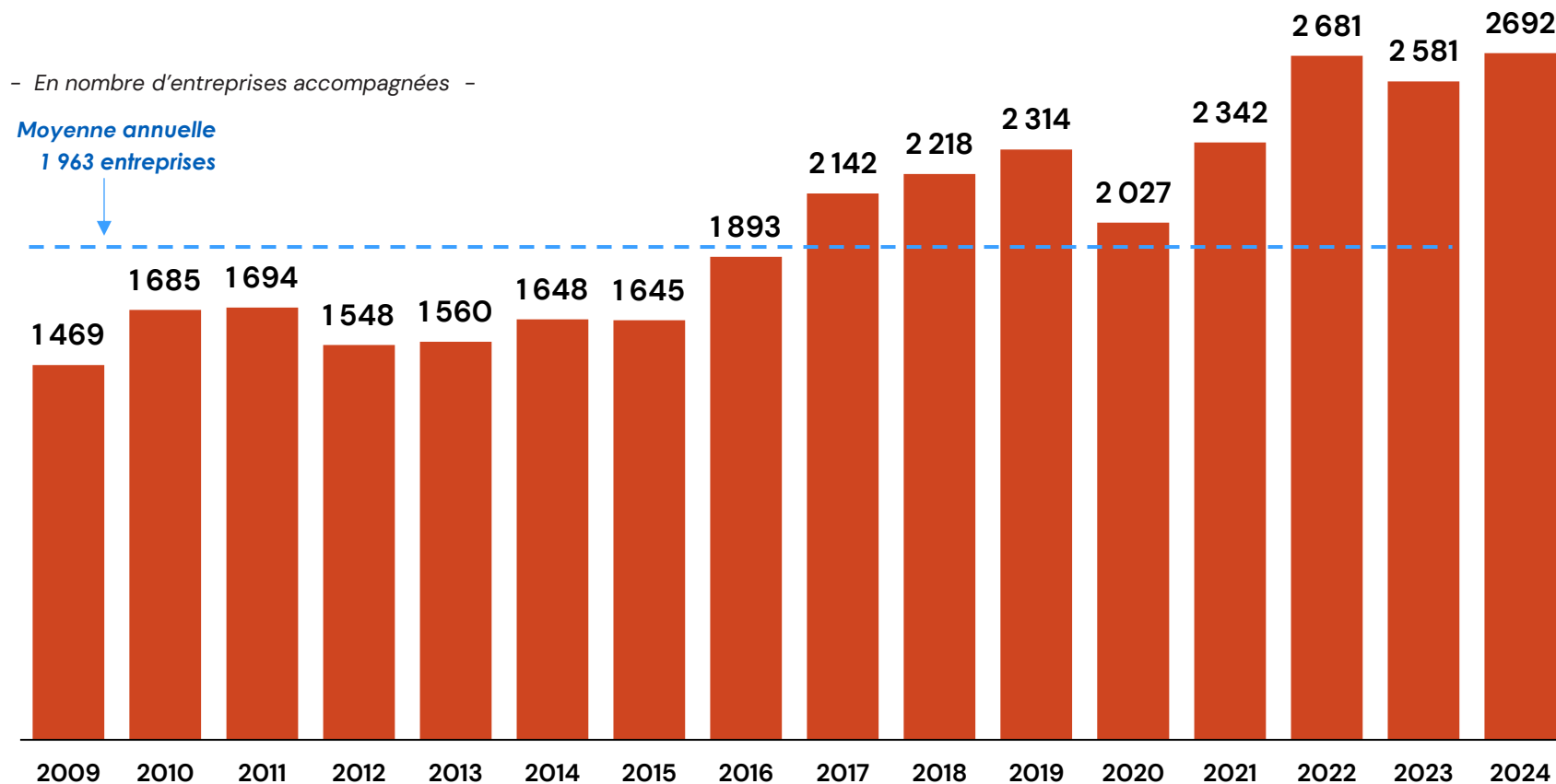
Évolution semestrielle S1 2022 – S2 2024



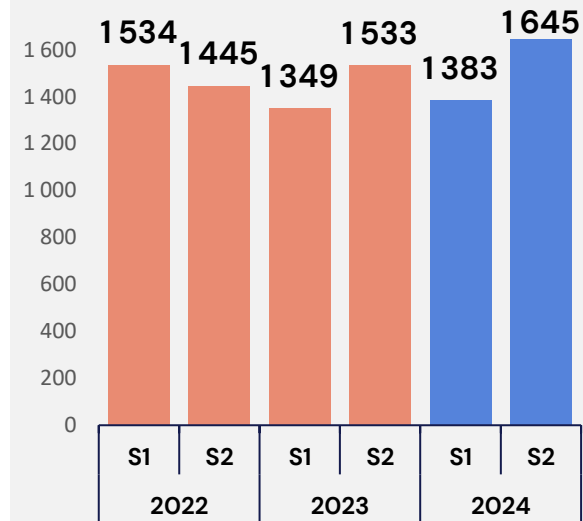


Évolution des investissements en nombre par année

Le nombre d'entreprises accompagnées est en hausse.



Évolution semestrielle S1 2022 – S2 2024



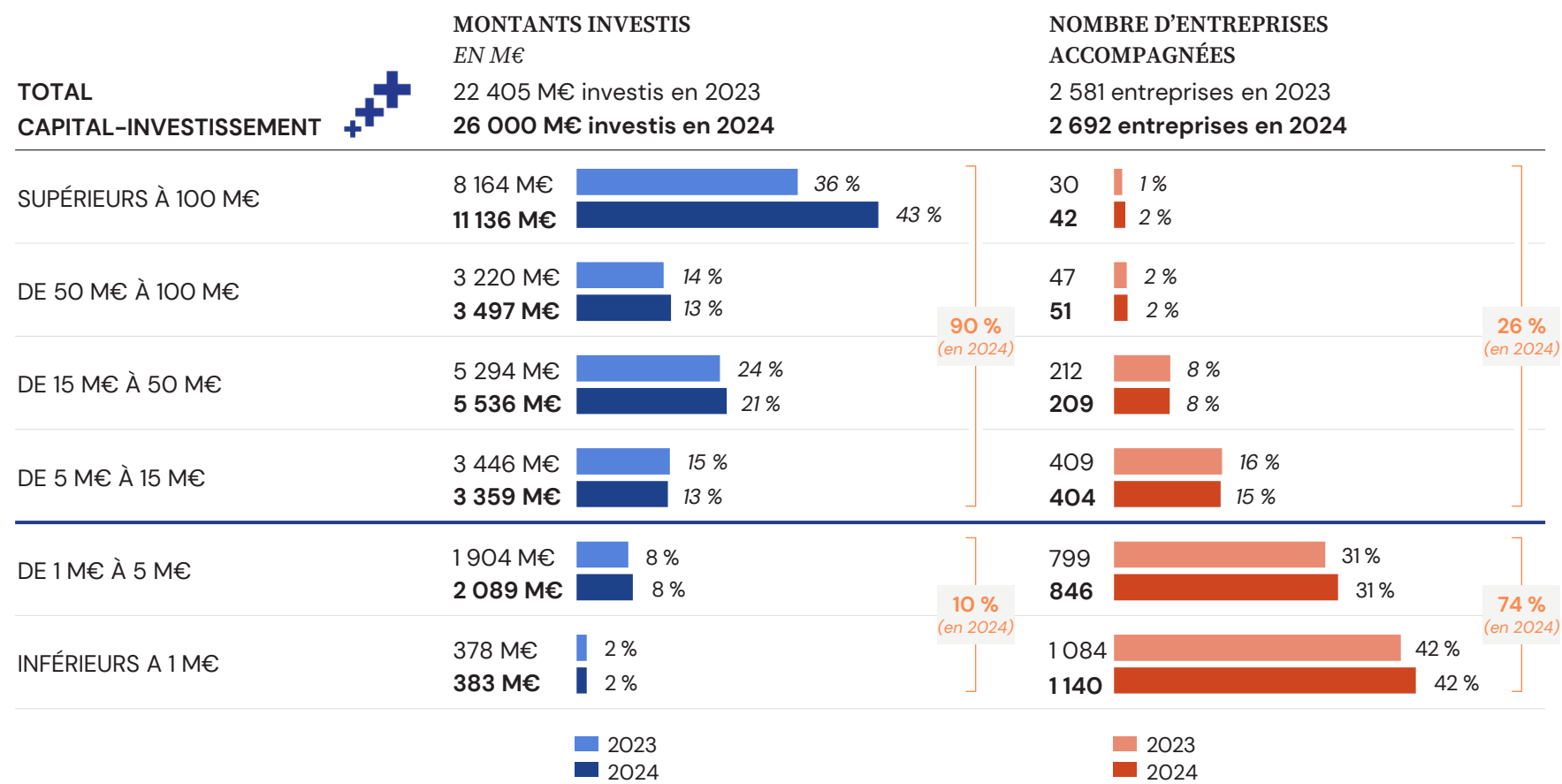
Source : France Invest / Grant Thornton



Répartition par taille de tickets

Les opérations de taille importante (supérieures à 100 M€) reprennent et enregistrent une progression significative (+ 36 % en montants et + 40 % en nombre vs. 2023).








Les investissements se stabilisent sur la quasi-totalité des autres tranches de taille de tickets, après le ralentissement observé en 2023.





Répartition sectorielle des investissements

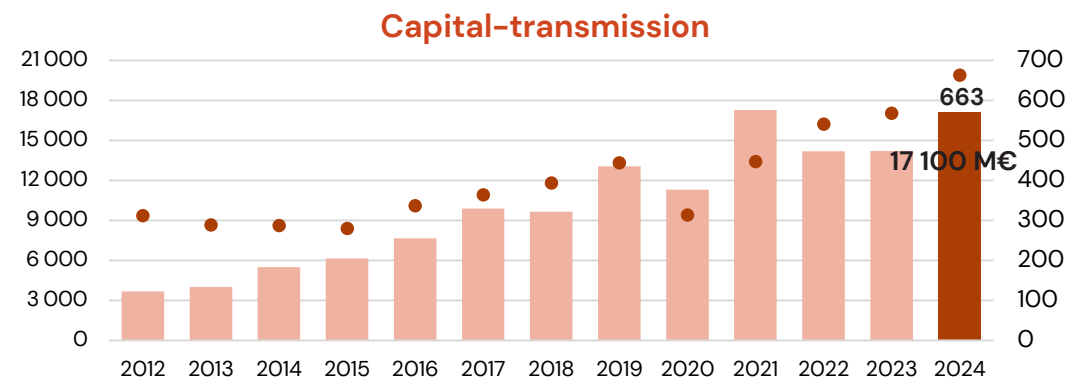
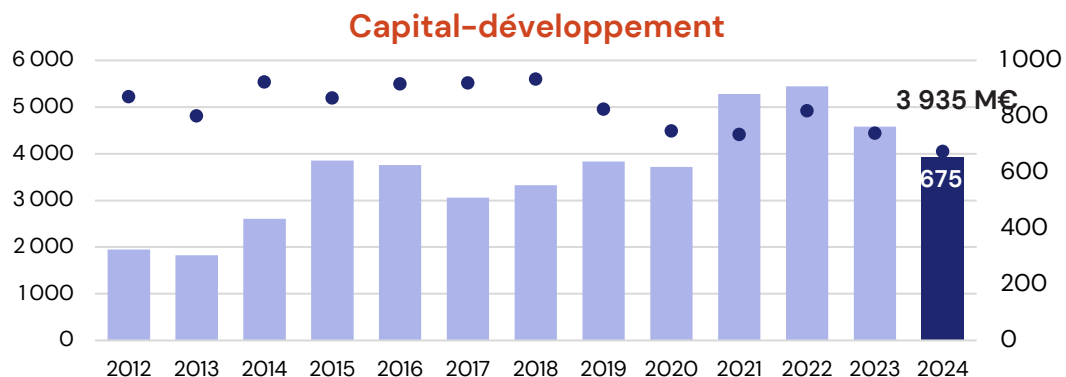
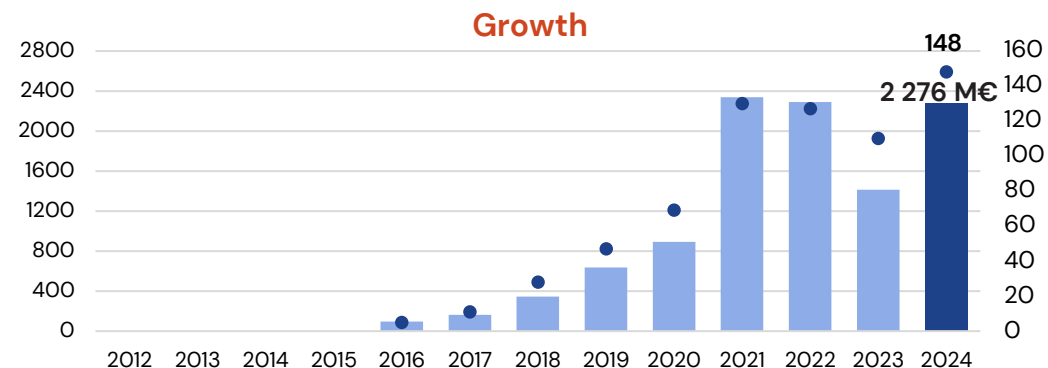
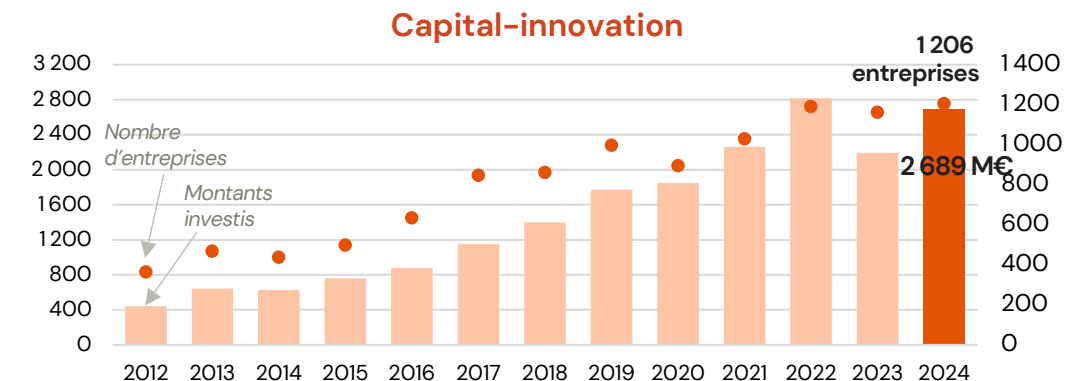
L'industrie reste le premier secteur d'investissements avec 26 % des montants investis et 24 % du nombre d'entreprises accompagnées.

TOTAL CAPITAL-INVESTISSEMENT		MONTANTS INVESTIS EN M€ 26 000 M€ en 2024	NOMBRE D'ENTREPRISES ACCOMPAGNÉES 2 692 entreprises en 2024
BIENS ET SERVICES INDUSTRIELS		6 678 M€ 26 %	645
NUMÉRIQUE		5 539 M€ 21 %	674
BIENS ET SERVICES DE CONSOMMATION		4 799 M€ 18 %	552
MÉDICAL PHARMA & BIOTECHNOLOGIES		4 182 M€ 16 %	400
AUTRES SECTEURS		2 773 M€ 11 %	370
TÉLÉCOMMUNICATIONS & COMMUNICATIONS		2 030 M€ 8 %	51



Historique des investissements par segment

Les segments du capital innovation et du *growth* affichent des résultats positifs malgré un marché contrasté. Le capital-transmission progresse (+ 20 % en montants et + 17 % en nombre) alors que l'activité du capital-développement ralentit en lien avec la baisse du nombre de transactions primaires.



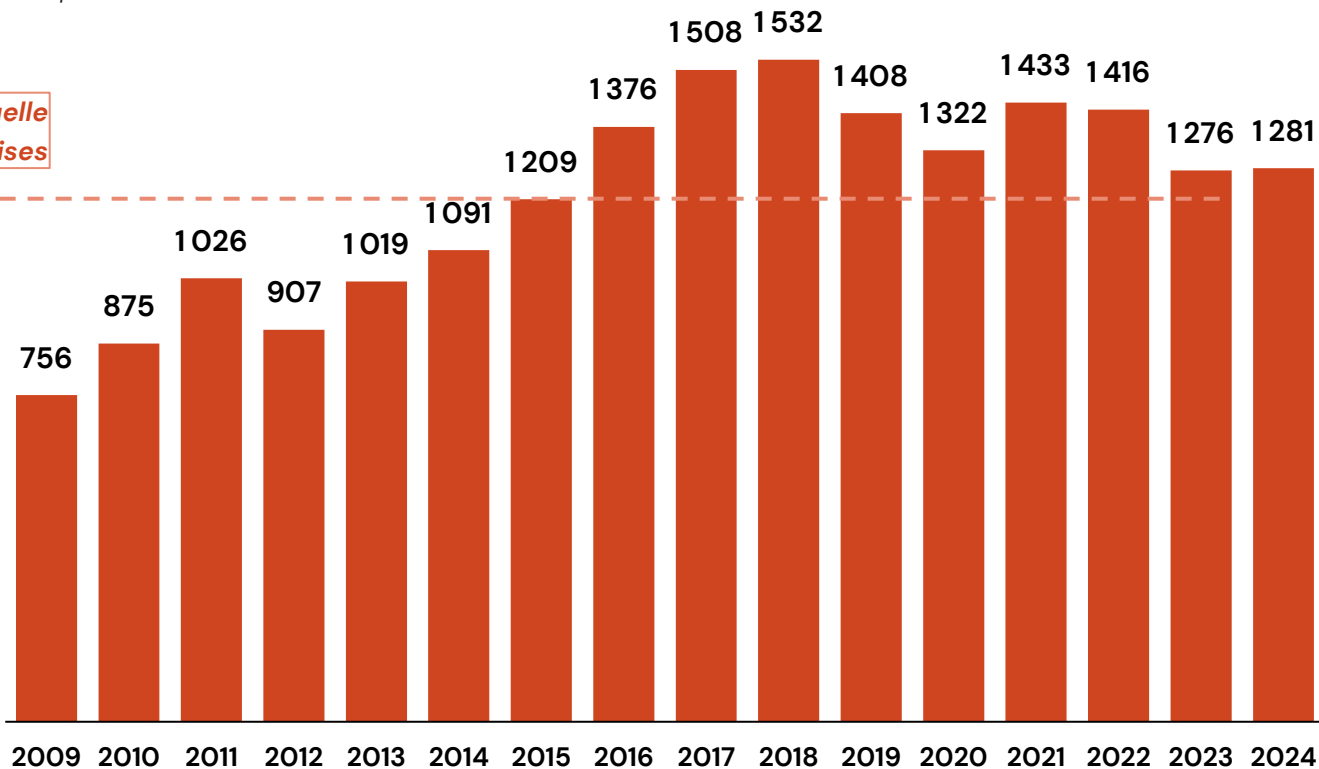


Répartition des cessions en nombre depuis 2009

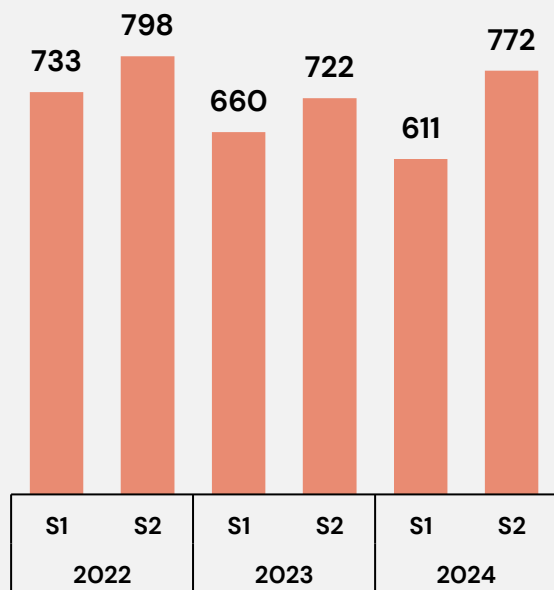
Le nombre de cessions est stable par rapport à l'année 2023, mais en retrait des niveaux observés en 2021 et 2022. Le marché reste en deçà de son potentiel.

- En nombre d'entreprises cédées -

Moyenne annuelle
1 210 entreprises



Évolution semestrielle
S1 2022 – S2 2024

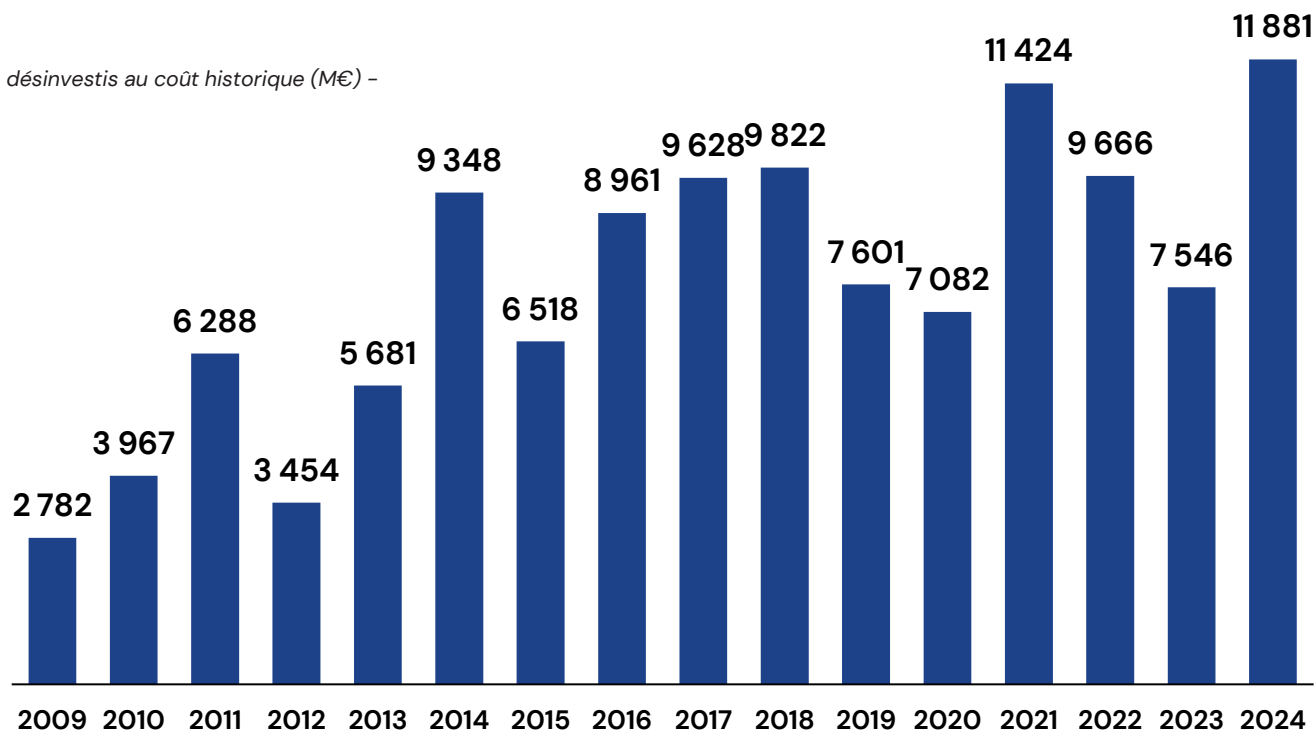




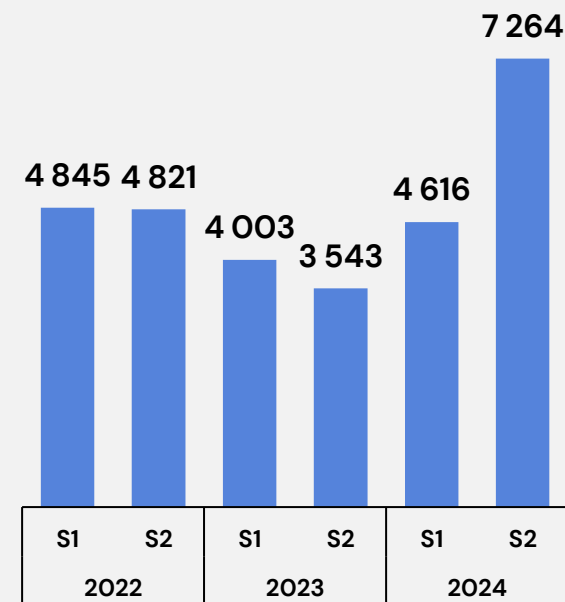
Répartition des cessions en montants (au coût historique*) depuis 2009

Les montants cédés au coût historique atteignent un niveau élevé, portés par une reprise des cessions de grande envergure.

- En montants désinvestis au coût historique (M€) -



Évolution semestrielle S1 2022 – S2 2024



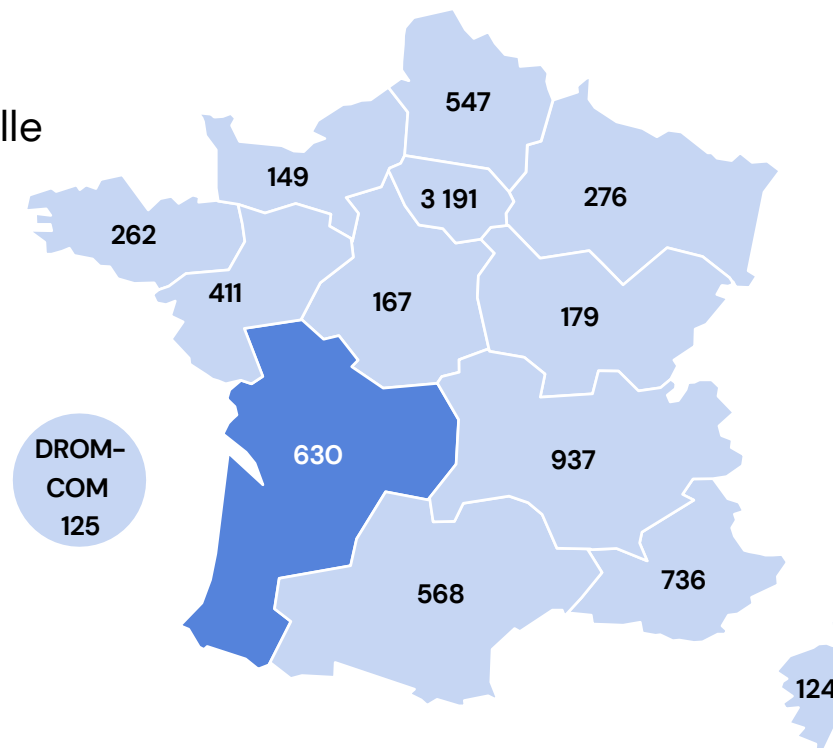
* Le coût historique correspond à la valeur de l'investissement initial.

Entreprises en portefeuille par région*

La région Grand Est concentre 3 % du nombre total d'entreprises françaises accompagnées par le capital-investissement français à fin 2023.

31/12/2023

8 302 entreprises françaises en portefeuille



* Chaque entreprise est affectée à la région de son siège social

Création de valeur dans les PME et ETI accompagnées par les acteurs français du capital-investissement

L'étude réalisée par France Invest et EY est réalisée sur un échantillon d'opérations qui respectent les critères suivants:

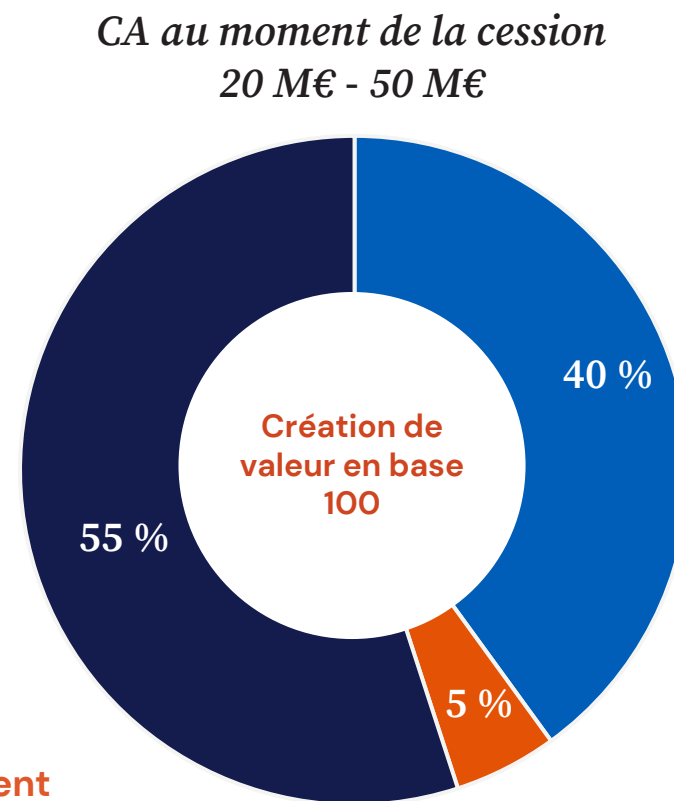
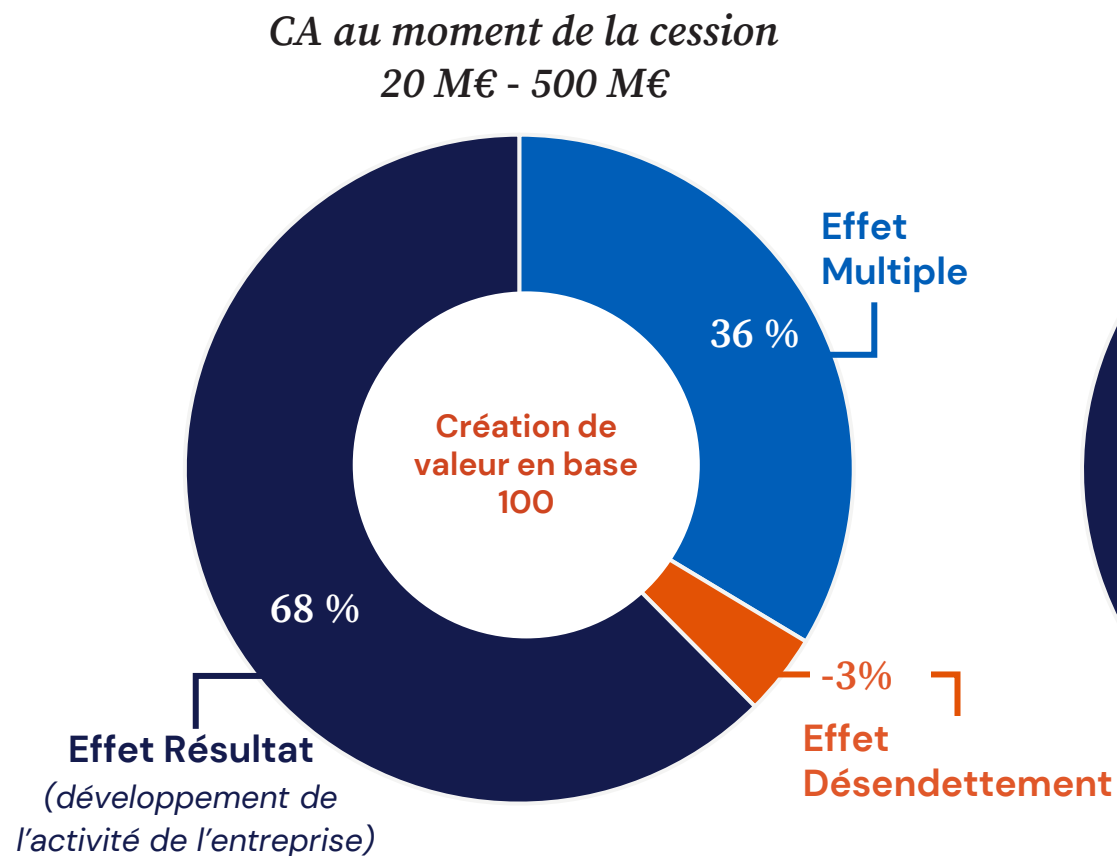
- Entreprises françaises, initialement investies en capital-transmission,
- cédées totalement entre le 1er janvier 2012 et le 31 décembre 2023,
- et présentant au moment de la cession un chiffre d'affaires compris entre 20 M€ et 500 M€.
- Sélection des seules opérations pour lesquelles le membre de France Invest identifié, seul ou leader d'un pool financier, disposait de la majorité du capital ou, a minima, d'une minorité de blocage.

Les slides qui suivront présentent un focus sur les entreprises réalisant un chiffre d'affaires compris entre 20 M€ et 50 M€ au moment de leur cession, afin de donner une image plus représentative de l'activité des acteurs régionaux du capital-investissement.



Principaux déterminants de la création de valeur (Focus sur les entreprises avec un CA <50 M€)

À partir du millésime d'entrée 2008, l'effet résultat devient le principal déterminant de la création de valeur.





L'investissement en capital

en région Grand Est en 2024





Répartition régionale des investissements*

404 M€ investis dans 64 entreprises en région Grand Est en 2024.



FRANCE

18 890 M€

2 109 entreprises



EUROPE

5 798 M€

395 entreprises

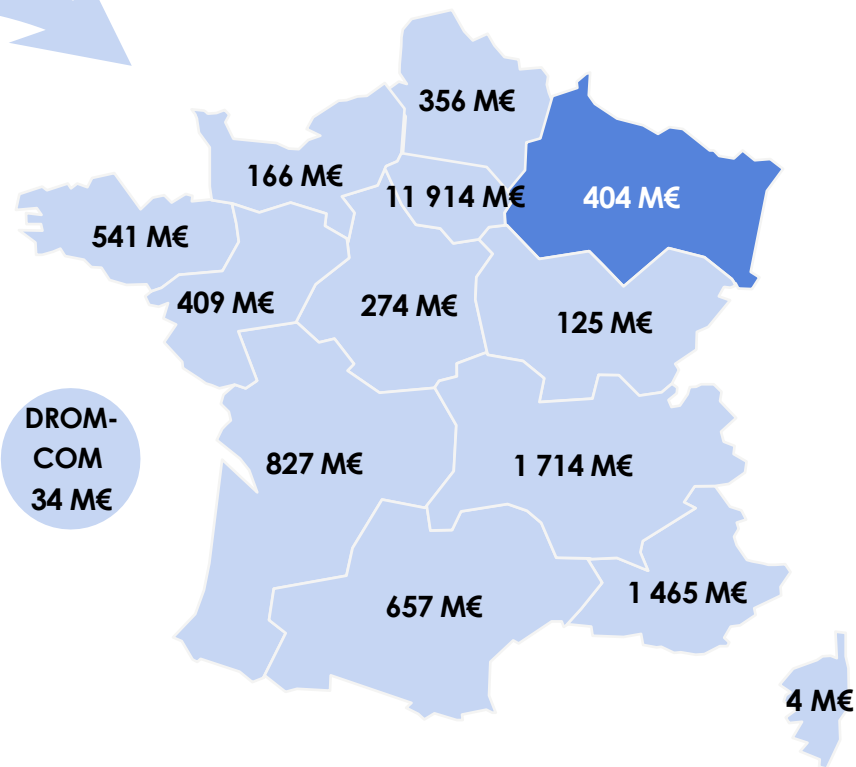


MONDE

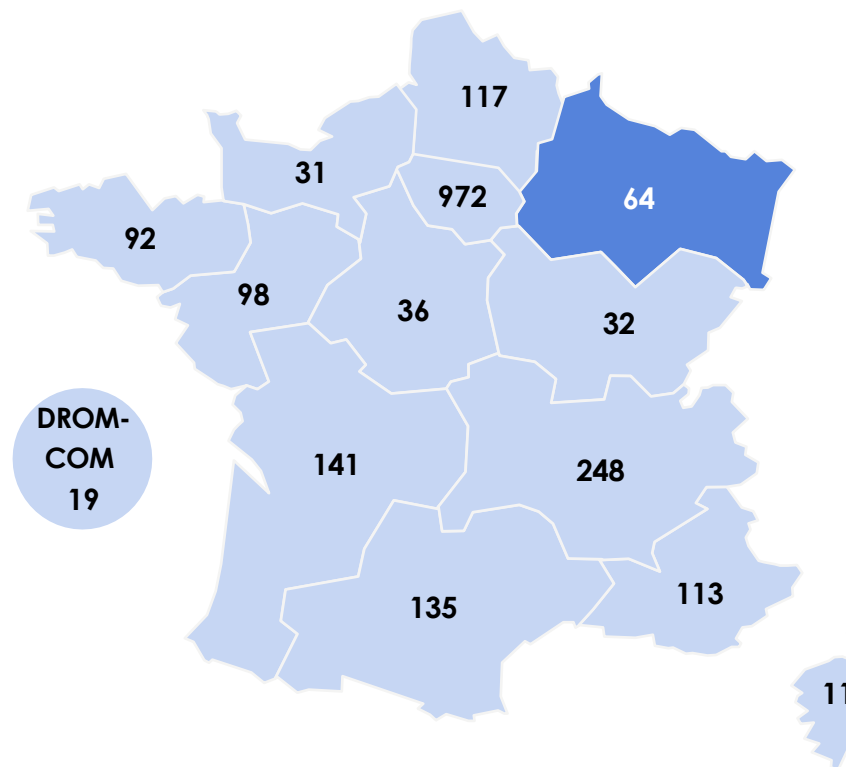
1 313 M€

188 entreprises

EN MONTANTS (EN M€)



EN NOMBRE D'ENTREPRISES



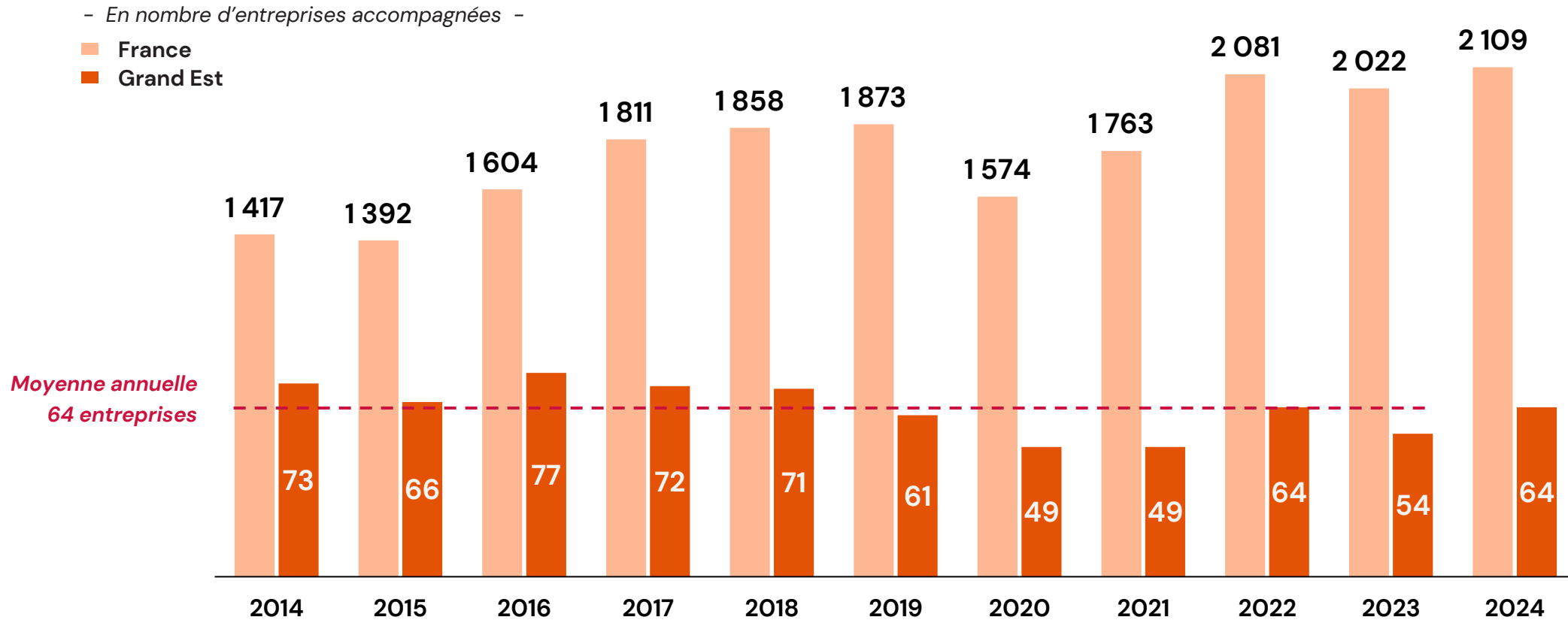
* Chaque investissement est affecté à la région du siège social de l'entreprise



Évolution des investissements en nombre d'entreprises

en région Grand Est

En 2024, le nombre d'entreprises accompagnées dans la région Grand Est repart à la hausse et retrouve son niveau de long terme.



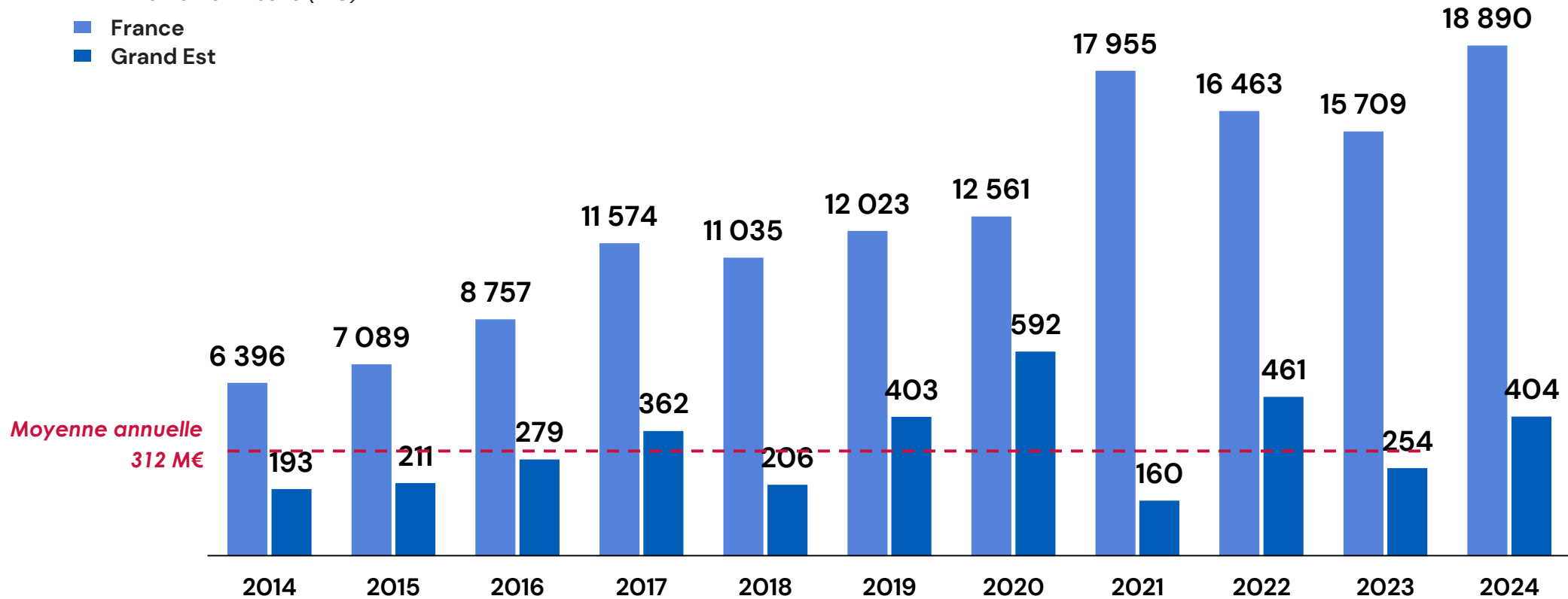


Évolution des montants investis en région Grand Est

Rebond des montants investis en 2024, après une année 2023 marquée par l'absence d'opérations de grande taille.

– En montants investis (M€) –

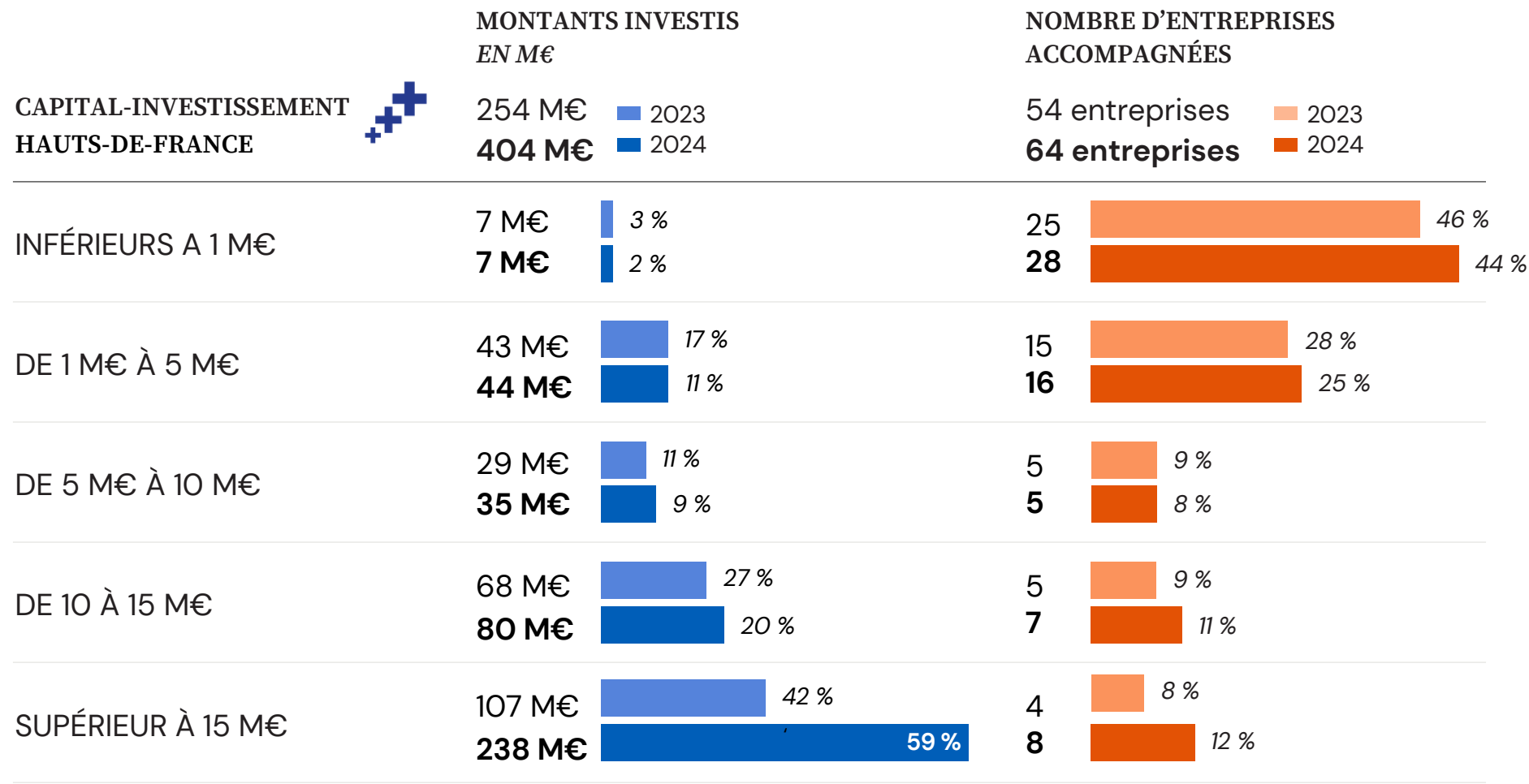
■ France
■ Grand Est





Évolution des investissements taille de ticket








Le rebond des investissements est tiré par les tickets supérieurs à 15 M€, qui ont doublé en 2024.





Évolution des investissements par secteurs

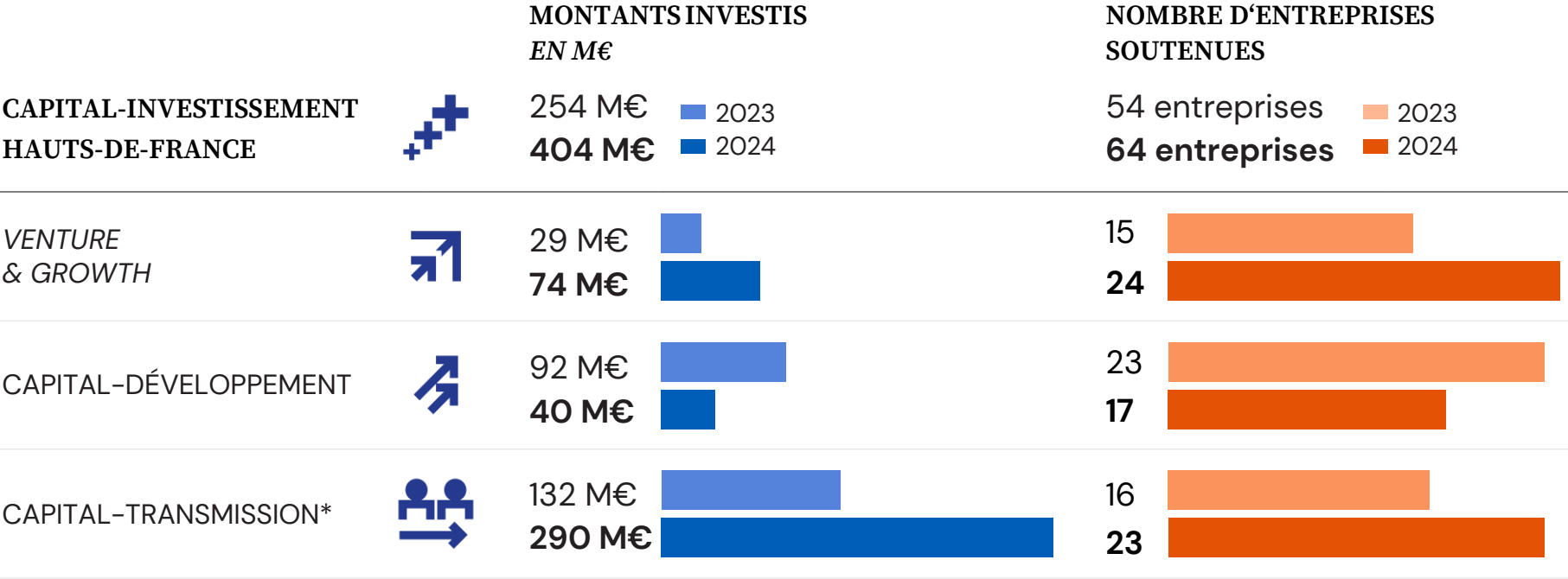
Prédominance de l'industrie qui représente 38 % des montants investis et 22 % des entreprises accompagnées.

CAPITAL-INVESTISSEMENT HAUTS-DE-FRANCE		MONTANTS INVESTIS EN M€ 404 M€	NOMBRE D'ENTREPRISES ACCOMPAGNÉES 64 ENTREPRISES
BIENS ET SERVICES INDUSTRIELS		155 M€ 38 %	14 22 %
NUMÉRIQUE		78 M€ 20 %	10 16 %
MÉDICAL PHARMA & BIOTECHNOLOGIES		60 M€ 15 %	12 19 %
BIENS ET SERVICES DE CONSOMMATION		50 M€ 12 %	16 25 %
CONSTRUCTION		41 M€ 10 %	5 8 %
AUTRES SECTEURS		20 M€ 5 %	7 11 %



Évolution des investissements par segments

En lien avec les opérations de grande taille, les montants progressent en capital transmission.



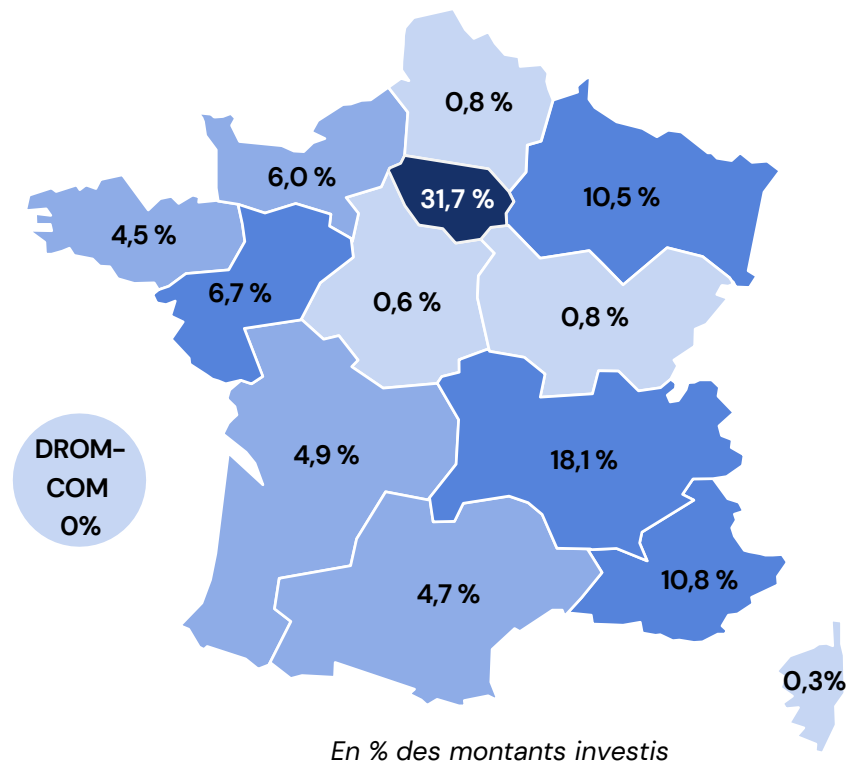
* Le capital-retournement est compris dans le capital-transmission.



Répartition régionale

Présence des Business Angels sur tout le territoire*.

**4,5 M€ investis en région Grand Est
directement dans 31 entreprises par
les Business Angels en 2024**



* Chaque investissement est affecté à la région du siège social de l'entreprise



Étude

IN France x France Invest

Impact territorial du capital- investissement français





Impact territorial : méthodologie

Dans sa volonté permanente de mesurer le poids économique et social des acteurs du capital-investissement français, France Invest a demandé à IN France de réaliser une étude sur l'impact territorial de notre profession. L'association remercie Eiffel Investment Group pour sa mise en relation avec IN France.

- IN France a réalisé une analyse de l'impact territorial des sociétés accompagnées par les membres de France Invest à fin 2023. Les données utilisées sont celles de l'année fiscale 2023.
- IN France est une filiale du groupe Societe.com qui est spécialiste dans la mesure et veille d'impact territorial des entreprises en France. Elle utilise des données certifiées afin de produire des constats fiables sur les effets directs, indirects et induits de l'activité économique des entreprises sur leur territoire.
- Dans le cadre de l'étude, IN France a identifié 7 660 unités légales actives en France en 2023 ayant reçu un investissement d'un membre de France Invest. Sur cette base, 23 861 établissements actifs sur la même période rattachée à ces unités légales ainsi que leur effectif salarié via la tranche effectif du répertoire SIRENE ont été identifiés.
- De ces 7 660 unités légales, IN France a pu extraire du Registre National des Entreprises 5 705 comptes de résultats pour l'année 2023. Une extrapolation linéaire a été réalisée pour le reste des unités légales selon le secteur et l'effectif salarié des unités légales sans chiffre d'affaires.
- Pour mieux comprendre le réel impact des entreprises sur les territoires, IN France a utilisé la méthodologie « IPV » développée en interne permettant de ventiler l'ensemble des liasses fiscales selon le % des effectifs salariés de leurs établissements. Ces données ont été récupérées via la tranche effectif du répertoire SIRENE.
- La méthodologie d'extrapolation a été améliorée depuis l'année dernière, ce qui peut expliquer des différences non conjoncturelles, notamment sur les emplois directs.

* L'étude porte sur les entreprises en portefeuille des adhérents de France Invest à fin 2023. Cette analyse n'est pas exhaustive puisqu'elle porte sur une unité légale par entreprises et non sur l'ensemble des unités légales qui peuvent composer un groupe.

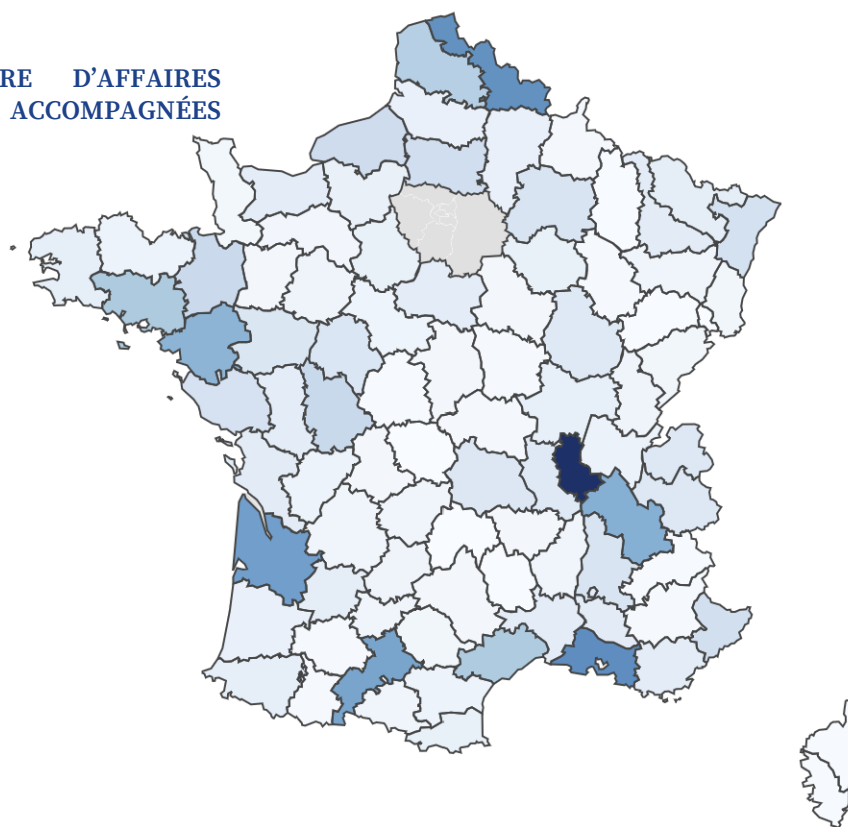


Impact territorial : vision nationale

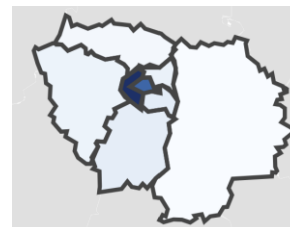
La carte ci-dessous montre la ventilation du chiffre d'affaires des établissements de chaque entreprise sur le territoire français.

L'activité des entreprises accompagnées par des fonds de capital-investissement se répartit sur l'ensemble du territoire avec une concentration plus importante près des grandes métropoles. Le chiffre d'affaires total de l'échantillon analysé est de 131 Mds € dont 88 Mds€ hors Île-de-France.

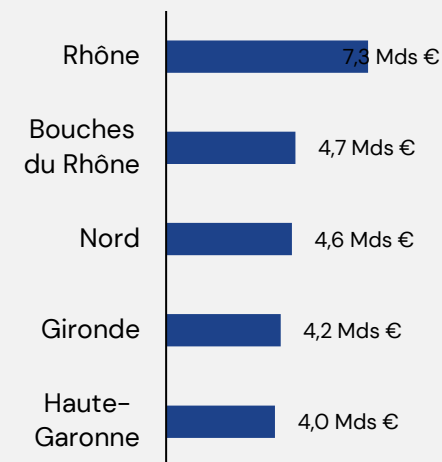
RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES
CUMULÉ DES ENTREPRISES ACCOMPAGNÉES
PAR DÉPARTEMENT*
- HORS ÎLE-DE-FRANCE -



ÎLE-DE-FRANCE



TOP 5 DES DÉPARTEMENTS
PAR CHIFFRES D'AFFAIRES
(HORS DÉPARTEMENTS DE L'ÎLE-DE-FRANCE) :

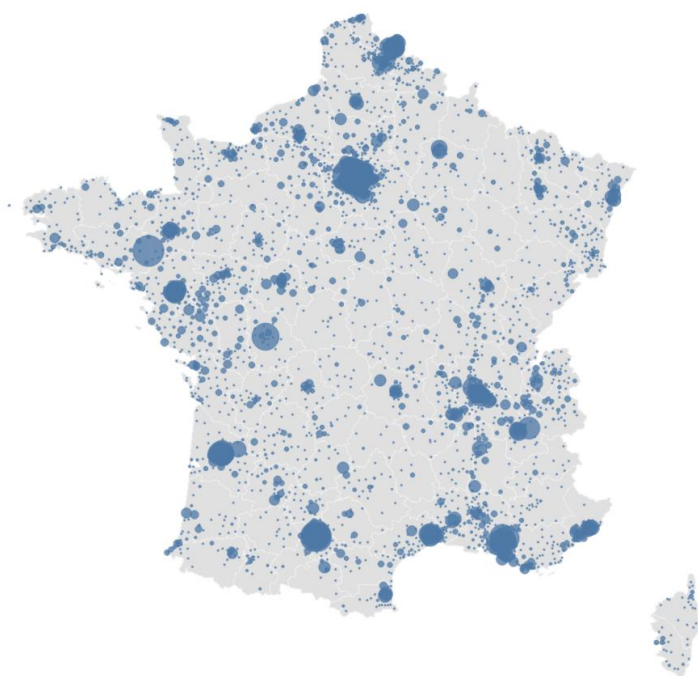


* L'étude porte sur les entreprises en portefeuille des adhérents de France Invest à fin 2023. Cette analyse porte sur une unité légale par entreprise et non sur l'ensemble des unités légales qui peuvent composer un groupe.

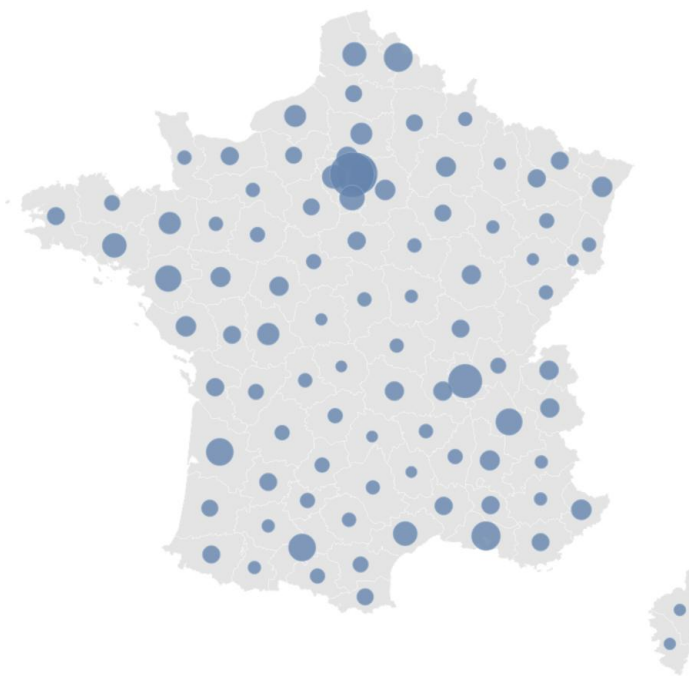


Impact territorial : répartition des chiffres d'affaires par département et par commune

En plus des volumes d'activité importants dans les grandes agglomérations, la carte ci-dessous montre le dynamisme de l'activité près des agglomérations de taille moyenne.

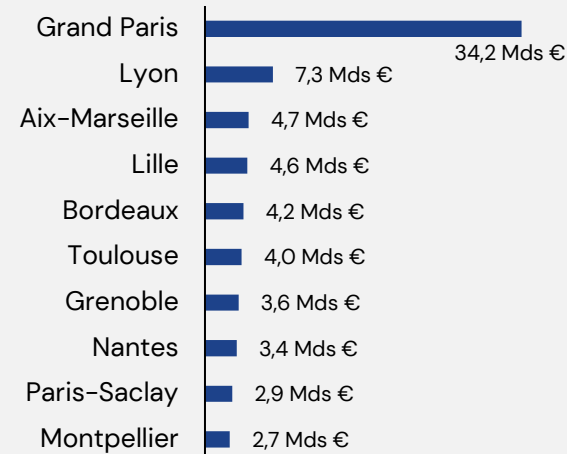


RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES CUMULÉ DES ENTREPRISES ACCOMPAGNÉES PAR COMMUNE*



RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES CUMULÉ DES ENTREPRISES ACCOMPAGNÉES PAR DÉPARTEMENT

TOP 10 DES CHIFFRES D'AFFAIRES PAR INTERCOMMUNALITÉS :



L'étude porte sur les entreprises en portefeuille des adhérents de France Invest à fin 2023. Cette analyse n'est pas exhaustive puisqu'elle porte sur une unité légale par entreprises et non sur l'ensemble des unités légales qui peuvent composer un groupe.

*Une commune correspond à un code commune de l'INSEE et donc pas à une ville (particulièrement pour Paris, Lyon et Marseille pour lesquels il s'agit du chiffre d'affaires par arrondissement).

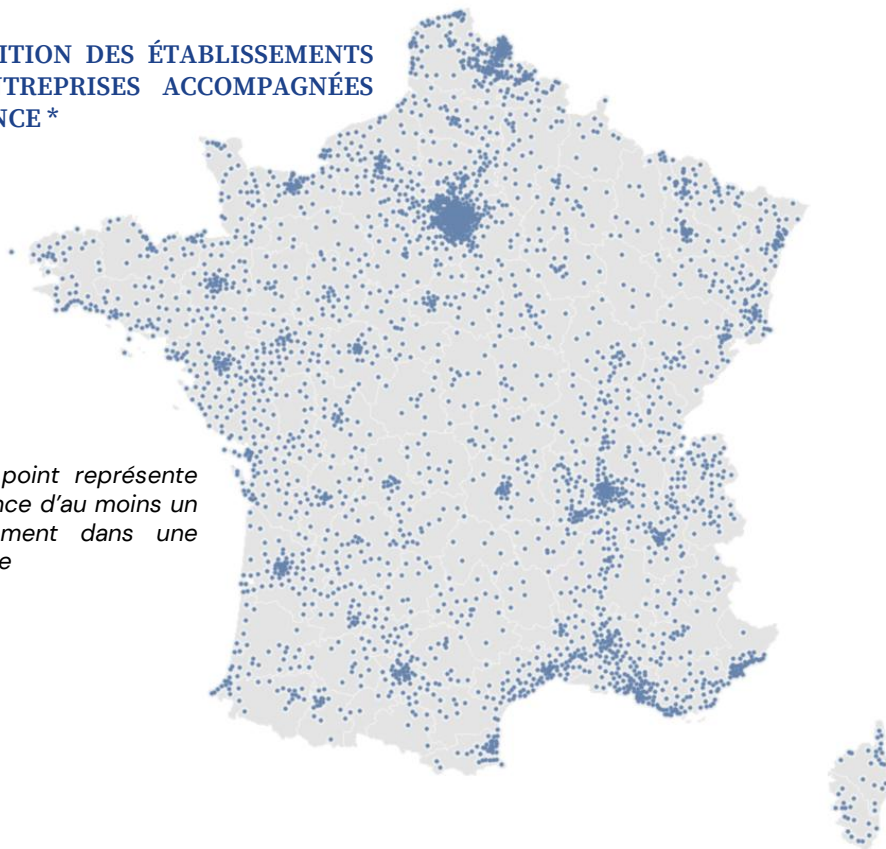


Impact territorial : présence sur le territoire national

Bien que les sièges sociaux des entreprises accompagnées par le capital-investissement français soient principalement présents dans les grandes agglomérations, ces entreprises disposent d'établissements répartis sur l'ensemble du territoire.

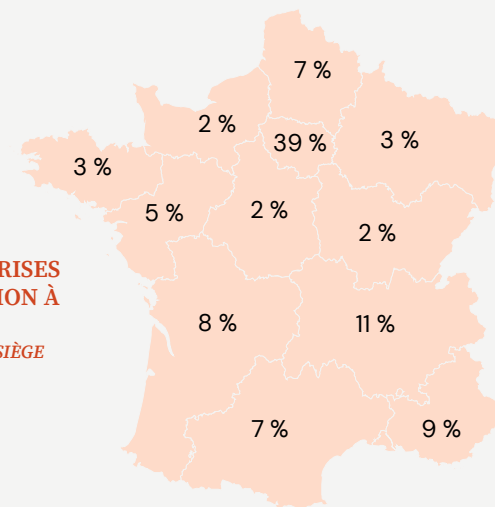
RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS DES ENTREPRISES ACCOMPAGNÉES EN FRANCE *

Chaque point représente
la présence d'au moins un
établissement dans une
commune



Les données issues de l'étude sur la croissance et la création d'emplois réalisées par France Invest et EY montrent la forte concentration des sièges sociaux près des grandes agglomérations

NOMBRE D'ENTREPRISES DANS CHAQUE RÉGION À FIN 2023 (SELON LOCALISATION SIÈGE SOCIAL)



France Invest x EY

* L'étude porte sur les entreprises en portefeuille des adhérents de France Invest à fin 2023. Cette analyse n'est pas exhaustive puisqu'elle porte sur une unité légale par entreprises et non sur l'ensemble des unités légales qui peuvent composer un groupe.

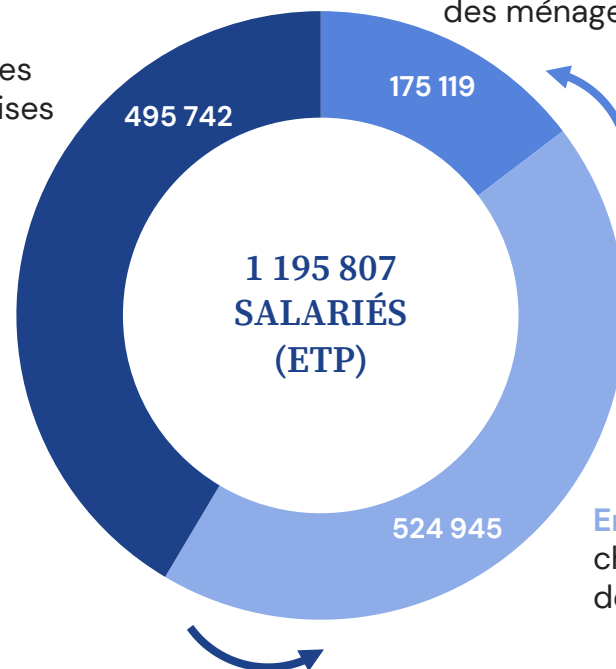


Impact territorial : emplois

Les entités analysées dans l'étude comptaient 495 742 salariés à fin 2023 (pour 130 780 M€ de CA).
Les effets indirects et induits de ces entreprises, c'est-à-dire les emplois chez les fournisseurs ou générés par la consommation des ménages, portent l'emploi à 1 195 807 postes.

Emplois directs : emplois des établissements des entreprises analysées dans l'étude

Emplois induits : emplois générés par la consommation des ménages



1 emploi
dans une entreprise accompagnée par
un acteur français du capital-
investissement génère indirectement et
de manière induite 1,4 emplois

Emplois indirects : emplois générés chez les fournisseurs de chacune des entreprises

* L'étude porte sur les entreprises en portefeuille des adhérents de France Invest à fin 2023. Cette analyse n'est pas exhaustive puisqu'elle porte sur une unité légale par entreprises et non sur l'ensemble des unités légales qui peuvent composer un groupe.



Impact territorial : fiscalité

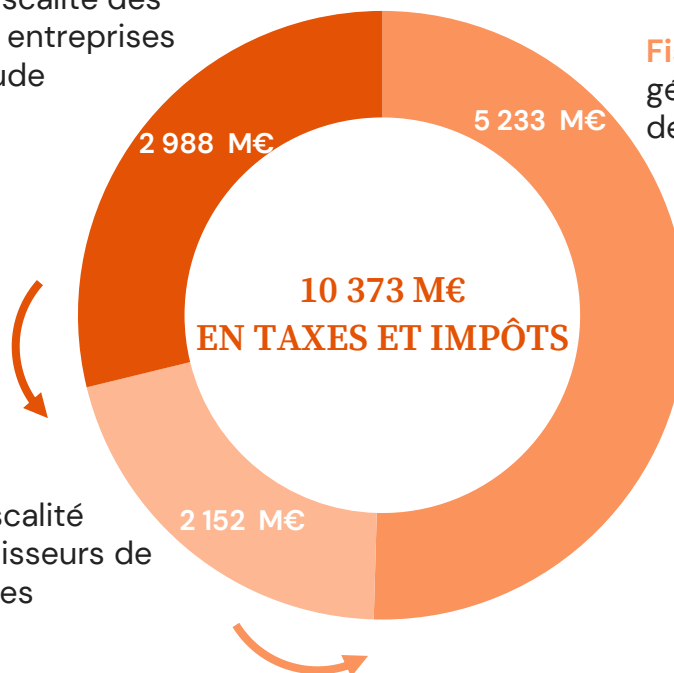
Les entités analysées dans l'étude contribuaient directement à hauteur de 2 988 M€ en taxes et impôts à fin 2023, pour 130 780 M€ de CA. Les effets indirects et induits portaient la fiscalité à 10 373 M€.

130 780 Md€ de CA pour les entreprises accompagnées par des fonds de capital-investissement

Fiscalité directe : fiscalité des établissements des entreprises analysées dans l'étude

Fiscalité induite : fiscalité générée par la consommation des ménages

Fiscalité indirecte : fiscalité générée chez les fournisseurs de chacune des entreprises



1 € de chiffre d'affaires effectué chez une de ces entreprises en 2023 génère 7,9cts de fiscalité nationale en France.

* L'étude porte sur les entreprises en portefeuille des adhérents de France Invest à fin 2023. Cette analyse n'est pas exhaustive puisqu'elle porte sur une unité légale par entreprises et non sur l'ensemble des unités légales qui peuvent composer un groupe.



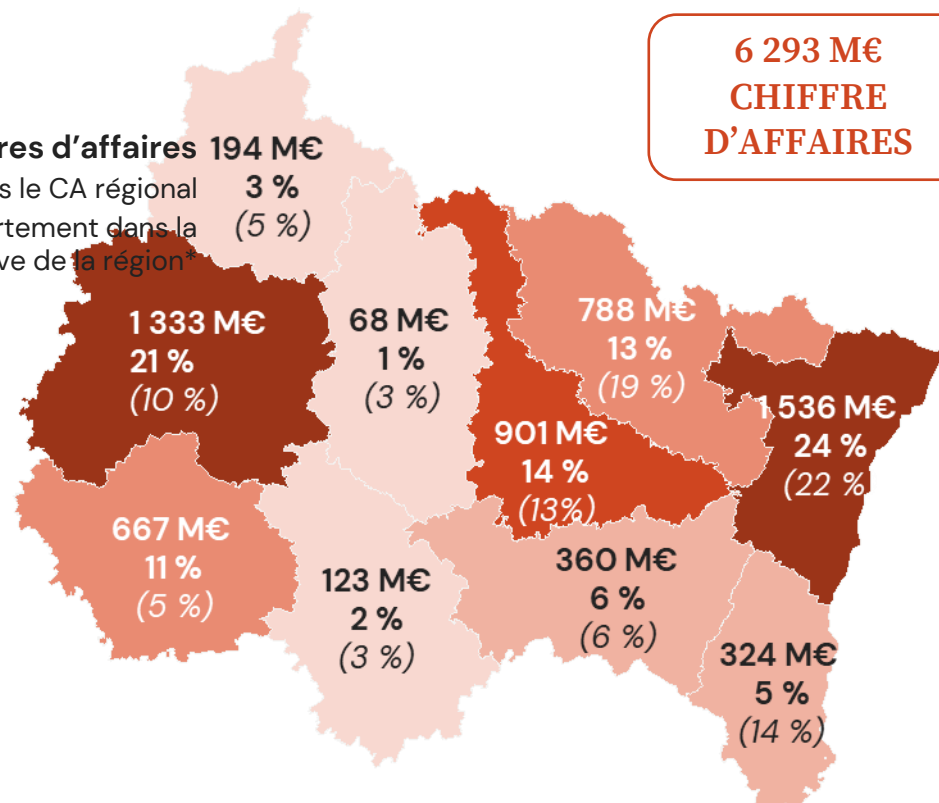
Impact territorial en région Grand-Est : chiffres d'affaires

**6 293 M€
CHIFFRE
D'AFFAIRES**

Chiffres d'affaires 194 M€

Part dans le CA régional **3 %**

Part du département dans la
pop. active de la région*



La carte ci-contre montre la répartition par département du chiffre d'affaires cumulé en 2023 des établissements d'entreprises accompagnées par des membres de France Invest à fin 2023 en valeur absolue et en pourcentage dans la région ainsi que la part du département dans la population active de la région.

Le Bas-Rhin et la Marne sont les départements qui concentrent le plus d'activité, suivis de la Meurthe-et-Moselle et de la Moselle .

L'activité se concentre notamment autour d'agglomérations de grande taille (Reims, Strasbourg, Nancy) et de taille moins importante (Nogent-sur-Seine, Troyes, Hagueneau).

Le chiffre d'affaires est ventilé selon les effectifs de chaque établissement à partir de la méthode IPV (Identifier, Pondérer, Ventiler) développée par IN France.

*La part du département dans la population active de la région vise à quantifier le poids économique du département.

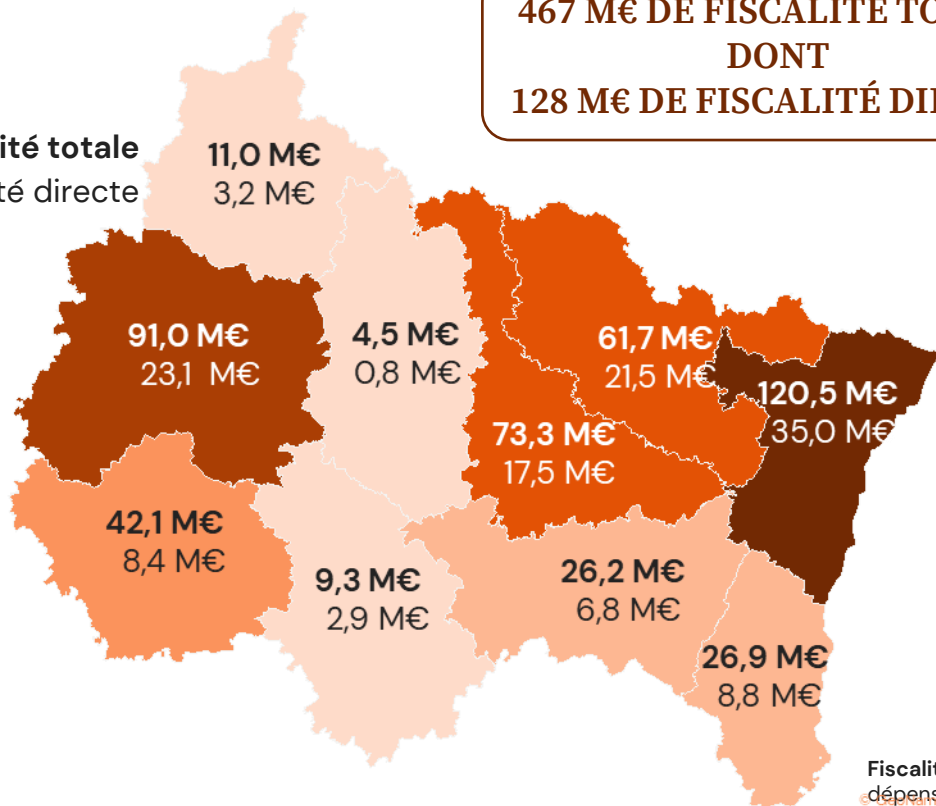


Impact territorial en région Grand-Est : fiscalité

**467 M€ DE FISCALITÉ TOTALE
DONT
128 M€ DE FISCALITÉ DIRECTE**

1 € de chiffre d'affaires effectué chez une de ces entreprises en région Grand-Est en 2023 génère 7,4 cts de fiscalité nationale en France.

Fiscalité totale
Dont fiscalité directe



Fiscalité totale : ensemble de la fiscalité générée par l'activité directe de l'entreprise, de ses dépenses fournisseurs et de la consommation des ménages (fiscalité directe, indirecte et induite)

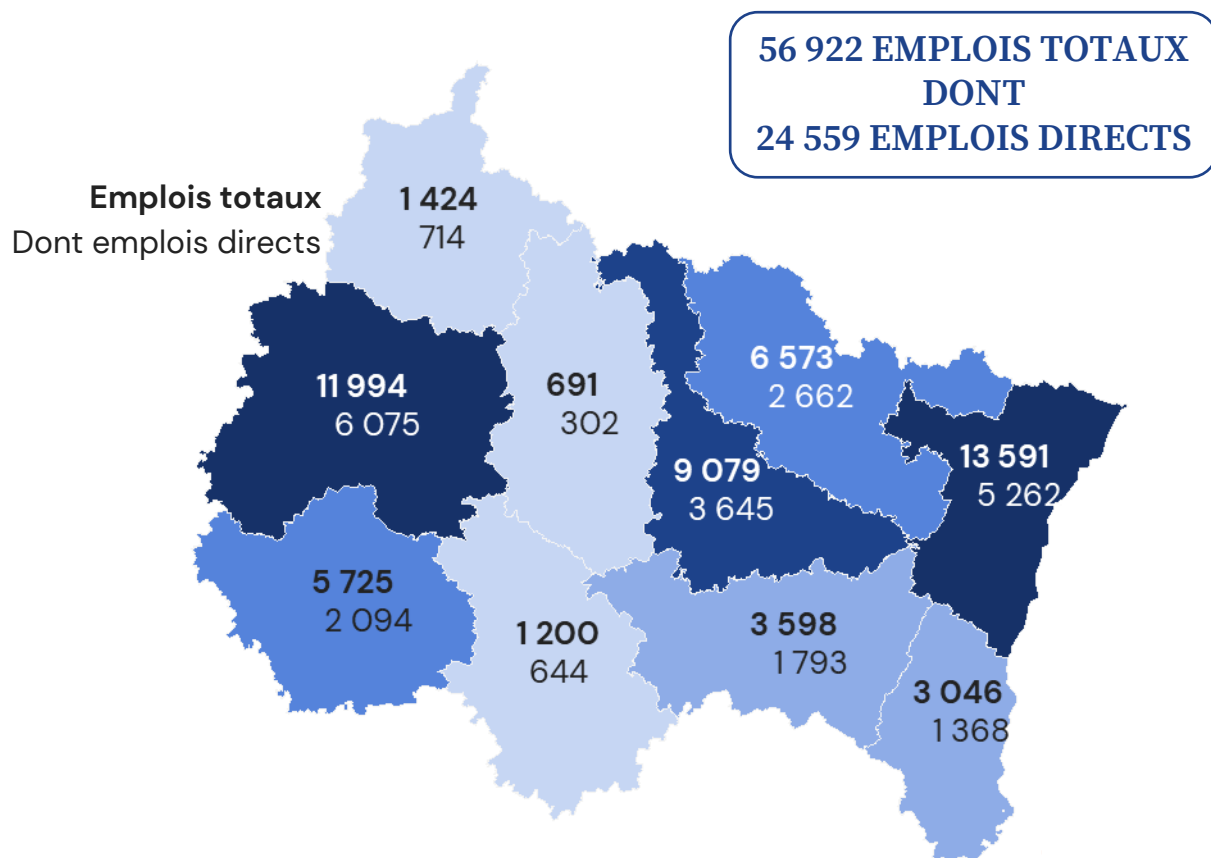
Fiscalité directe : fiscalité de l'établissement, rattachée au département de ce dernier

Fiscalité induite : effets générés par la consommation des ménages

Fiscalité indirecte : effets générés chez les fournisseurs de chacune des entreprises



Impact territorial en région Grand-Est : emplois



Dans les départements de la région Grand-Est, les emplois indirects et induits des entreprises accompagnées dans la région sont en moyenne plus nombreux que les emplois directs.

Emplois totaux : ensemble des emplois générés par l'activité directe de l'entreprise, de ses dépenses fournisseurs et de la consommation des ménages (fiscalité directe, indirecte et induite)
Emplois directs : emplois de l'établissement, rattachés au département de ce dernier
Emplois induits : effets générés par la consommation des ménages
Emplois indirects : effets générés chez les fournisseurs de chacune des entreprises